

PROTOCOLE

BUREAU NATIONAL, AIX-EN-PROVENCE,
LE 20 JUIN 2016



CALENDRIER BOUSCULÉ. PROJET SANS COHÉRENCE. A REVOIR !

Les réunions protocolaires et les CAP sont reportées à la dernière minute au mépris des représentants des personnels. De l'aveu même d'une direction zélée, le gouvernement a ordonné d'isoler l'USAC-CGT ! Représailles méprisables suite au combat très majoritaire mené contre la « loi travail », signe d'un pouvoir aux abois. Attitude anti-démocratique et infantile dont les premiers résultats se traduisent par des différentiels importants entre les corps et au sein d'un même corps, marques d'une ligne directrice de ce protocole qui s'annonce incohérent et injuste.

REPORTS DES RÉUNIONS PROTOCOLAIRES

A lors que nous devrions arriver au terme des négociations protocolaires, la V3 du texte promis le mardi 14 juin ainsi que la réunion plénière qui devait suivre ont été sans cesse reportées, toujours à la dernière minute, au mépris des représentants des personnels. Difficultés budgétaires suite à certaines exigences, obstacles statutaires suite

à des propositions clientélistes qui autorisent de sérieux doutes sur une validation interministérielle ? Signes en tous les cas d'une improvisation et d'une impréparation de la part d'une DGAC qui fait n'importe quoi pour se plier à d'insatiables demandes au mépris de la majorité des agents.

LE PROJET ACTUEL PROTOCOLAIRE : UN PATCHWORK INCOHÉRENT

La dernière version - V2 - du protocole fait état de quelques avancées pour les personnels. Pour autant, et à bien des égards, ce texte se dessine comme un patchwork de mesures catégorielles pour contenter les uns en oubliant les autres, sans vision d'ensemble, ni de cohérence, flirtant parfois avec l'absurde. Pour la filière technique, alors que l'USAC-CGT a suspendu les préavis de grève et essayé de trouver un consensus par la voie des négociations protocolaires, la DSNA persiste avec son projet de septembre 2015 sans tenir compte de l'arrêt des baisses d'effectifs, ni des efforts déjà effectués par l'ensemble des sites qui sont passés à BO moins 10 %. Les domaines de l'encadrement et de l'expertise sont parmi les grands oubliés de ce projet de texte. Ses agents, soumis pourtant à de fortes pressions, devront se contenter de très maigres augmentations et d'aucune avancée statutaire. L'orientation que prend la DGAC de suppléer les ouvriers d'État par des

contractuels sur certaines missions

Reports des CAP

Autres victimes des négociations incertaines et chancelantes, les personnels qui ont candidaté en CAP car celles-ci sont reportées au fur et à mesure des tergiversations de la DGAC. L'USAC-CGT a déjà alerté l'administration sur les difficultés que génèrent les tenues tardives des CAP pour les agents, particulièrement pour ceux qui auront une mobilité géographique et qui dans l'incertitude ne peuvent anticiper l'organisation inhérente à tout changement d'affectation géographique. L'USAC-CGT réitère la demande d'une gestion souple des affectations et en concertation avec les personnels.

(informatique, logistique, etc.) n'est pas acceptable alors que la Fonction publique vient d'annoncer la fin du moratoire sur les recrutements ainsi que la pérennisation du statut OE. Les personnels à statut équipement devront se contenter d'une aumône.

Même si certains ICNA et TSEEAC bénéficieront d'avancées indemnitaires significatives, celles-ci seront fonction du poste occupé et du service d'affectation. Les différences au sein d'un même corps sont déstabilisatrices. Pour les personnels administratifs, ce n'était pas mieux, mais l'intervention de l'USAC-CGT a permis d'avancer sur quelques mesures qui semblent avoir reçu l'aval de la direction. Reste à les reprendre concrètement dans le texte protocolaire.

Nous sommes encore loin d'un accord équitable pour tous les personnels.

Malgré des premières versions très inégalitaires, l'USAC-CGT continue de revendiquer un traitement équitable entre les personnels et la prise en compte d'une vision globale des services dans la prochaine version du protocole. A suivre ...